la Matérielle

feuille épisodique

N°14, septembre 2005

lamaterielle@tiscali.fr
http://lamaterielle.chez.tiscali.fr//index.html

« Le peuple français subit toujours l'influence, on pourrait dire le charme, de sa glorieuse révolution. Aucun peuple ne saurait, en effet, se soustraire dans un laps de temps de cent années à l'influence d'un pareil événement (….). Quoi d'étonnant que l'on compte toujours sur un changement semblable et que l'on veuille aussi pour l'avenir se servir, comme d'un levier de l'évolution, de la révolution politique qui a déjà fait tant de grandes choses. Cette croyance à la révolution me semble être liée intimement avec la philosophie socialiste idéaliste et optimiste du XVIIIème siècle philosophie purement française, qui n'est pas encore oubliée en France… Elle semble liée à la croyance à l'ordre naturel. On peut s'emparer du monde "comme un voleur pendant la nuit", car il est donné et n'a qu'à être découvert, exposé et compris. »
W. Sombart, *Le socialisme et le mouvement social* (1898)

Les deux textes qui suivent développent un thème que j'ai utilisé dans la préface à l'essais de Georges Caffentzis Incommensurable valeur ? *à paraître dans la Petite Bibliothèque de la Matérielle.*

Les « évènements » de mai–juin 1968 L'exception sociale française

Contrairement à ce que dit L. Joffrin en ouverture de son livre sur Mai 68 (Joffrin 1988 5), ce n'est pas Mai 68 qui a changé la France, mais *la France qui a changé le Mai 68 français* L'exception théorique française (de 1968 à aujourd'hui) est elle–même le produit de cette autre exception hexagonale qu'est la *solution de continuité* que les « évènements » de mai–juin 1968 ont introduit dans la continuité du cour international des luttes des années soixante et soixante–dix (caractérisé comme on le sait par des pratiques telles que le débordement des



Vendeurs de limaçons

syndicats officiels et les grèves sauvages, le sabotage ou le coulage de la production, l'absentéisme systématique, l'absence de revendications, etc.), Pour l'essentiel, cette solution de continuité tient au fait qu'en France la première crise mondiale du mode de production capitaliste comme société depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et l'établissement du « monde tripartite de la bipolarisation nucléaire » (Joxe 2002 17) , est surdéterminée par des caractères propres aux contradictions de la société française[1] que résume l'État de la Vème République. De ce point de vue, les « évènements » sont d'abord une *crise de l'État gaulliste*[2], et de son *homologue thorézien* dans le PCF et la CGT (Manceaux et Donzelot 1974)[3] C'est

---

[1] Il arrive que les images parlent mieux que les mots… Pour se souvenir de ce qu'était cette société, ou pour s'en rendre compte (pour ceux qui ne l'on pas connu), il faut voir l'excellent documentaire de Gudie Lawaetz *Mai 68, il y a 25 ans* (éd. Fil à Film). De façon plus « légère » on pourra voir le film de J. Pinoteau, *Le triporteur*qui date de 1957.

[2] « Votre psychologie a été de laisser faire, de laisser venir. Tout eût été très bien, à condition que ne fussent pas dépassées les bornes au—delà desquelles l'État est atteint. » (De Gaulle au conseil des ministres du 23 mai [Joffrin 1988 220]). Les subjonctifs ne sont pas anecdotiques…

[3] « Je vous en prie, dites à vos amis de ne pas nous attaquer. C'est abominable. Nous sommes vos meilleurs défenseurs. Vous voyez bien que nous sommes tous débordés. Il faut arrêter tout çela. » (Waldeck–Rochet à J. Vendroux, beau–frère de De

cette crise qui donne aux « évènements » leur « âme politique »[4] comme « contestation génér alisée » (Zegel 1968), avec ses « contre–pouvoirs » et sa « gauche non communiste » (entendons non stalinienne) *sur fond d'usines désertées par les ouvriers censés les occupe*r (Astarian 2003).. Une crise *politique* donc, et non une « révolution », ou une révolution « à la française », comme une exception hexagonale que l'on ne trouve nulle part ailleurs (sauf dans les pays de l'Est, mais c'est une autre histoire. [5].

À la surface, il y a les salariés du secteur « moderne » : « Cadres industriels ou bancaires, techniciens de haut niveau, ingénieurs, ils sont de plein pied avec la croissance. Leur entreprise grandit et se modernise ; leur salaire progresse rapidement, tout comme leurs responsabilités. Ils lisent *l'Express* ou *le Nouvel Observateur*, boivent du whisky, roulent en DS ou en Renault 10, achètent à crédit, partent aux sports d'hiver et louent à la mer (…). Ils revendiquent l'autonomie et la responsabilité et croient en l'efficacité plus qu'en la hiérarchie. » (Joffrin 1988 : 154–155). Des « couches moyennes » en pleine ascension, donc, isolées du pouvoir confisqué par les élites politiques et économiques de l'État gaulliste et les notabilités provinciales (Crozier 1970) qui, comme le note Joffrin, seront immédiatement séduites par les « évènements » avant d'être finalement effrayées par le désordre et l'insubordination ambiants : plus d'essence, plus de *Nouvel Obs.* et la plage sous les pavés. Mais aussi des étudiants qui « contestent » les « mandarins » en quittant l'exil banlieusard où les a exilés l'université gaulliste pour investir ces haut lieux de la « culture bourgeoise » que sont la Sorbonne, la rue d'Ulm et l'Odéon… au cœur du pouvoir idéologique bourgeois… pour finir par s'y enterrer : « Ne voyez-vous pas que notre action ne correspond pas du tout à la logique du mouvement… En favorisant l'unité intersyndicale, nous avons enfermé le mouvement dans un carcan, qui va à l'encontre exacte de ce que veulent les masses mobilisées. Nous sommes tombés dans le piège de la politique, dans la routine de la droite et de la gauche. Résultat : nous devons abandonner justement ceux qui ne sont pas étudiants,qui sont justement l'indice que le mouvement commençait à sortir de son ghetto. » (Geismar face au SNE–Sup [Joffrin 1988 : 101]).

Au–delà du mythique « mouvement des occupations » dont l'*Internationale Situationniste* à fait l'(auto)apologie (Internationale Situationniste 1968) et même de l'éphémère Comité inter–entreprise de Censier [(Astararian 2003 : 88), (Le Mouvement communiste 1972 : 219) c'est dans la journée du 27 mai que l'« âme politique » des « évènements » se révèle le plus clairement dans le fossé qui sépare la matinée de Billancourt au cours de laquelle les ouvriers de Renault rejettent le protocole d'accord signé par le CGT et refuse de retourner dans les usines qu'ils n'ont pas (ou très peu) occupées, et la soirée de Charletty qui réuni le ban et l'arrière ban de la « gauche non communiste » (non stalinienne) sous le drapeau de la « révolution sociale », au cours de laquelle Barjonnet, ancien militant de la CGT passé au PSU de Rocard, proclame que « la situation est révolutionnaire. » : « Tout est possible grâce aux comités d'action. Vous allez rentrer et discuter avec les gens, et constituer des comités d'action de quartier. Il y a aujourd'hui dans ce stade une flamme qui ne doit plus s'éteindre. » (Joffrin 1988 : 253). Vingt ans après

gaulle). Et face à la FGDS : « Désolidarisez–vous des Cohn–Bendit et compagnie, de tous ces irrsponsables de leur acabit. Je vais vous en donner, moi, des crapules staliniennes ; » (Joffrin 1988 : 191).

[4] J'entends ici le terme « politique » au sens que lui donne le « jeune Marx » lorsqu'il en parle comme de la revendication d'un « droit particulier » ou qu'il dit que « l'*âme politique* d'une révolution constitue la *tendance* des classes sans influence politique de supprimer leur isolement vis–à–vis de l'*être de l'État* et du pouvoir » *(Gloses critiques marginales à un article : « Le roi de Prusse et la réforme sociale ». Par un prussien.* [Camatte 2002 : 23]), ou qu'il dénonce « l'émeute *politique* [qui] si universelle soit–elle, dissimule sous sa forme *colossale* un esprit *étroit*. » (*Ibid*., p. 21).

[5] On a souvent identifié (tous courants théoriques et politiques confondus) les « évènements » français et le « Mai rampant » italien jusqu'à l'« automne chaud » turinois de 1969. Par exemple : « Si le Mai 1968 français est emblématique du mouvement contestataire de la fin des années 1960, c'est en Italie qu'il a pris la plus grande ampleur, démarrant dès mars 1968 pour ne s'achever qu'une dizaine d'années plus tard » (Giachetti et Scavino 2005 : quatrième de couverture). Pourtant un monde les sépare, ne serait–ce que parce que les luttes turinoises s'inscrivent dans le droit fil du cours international des luttes de l'époque, *sans solution de continuité* comme c'est le cas du Mai 1968 français. Les « contre–pouvoirs » de la société civile sur fond d'usines désertées ne sont pas le « contrôle ouvrier » revendiqué par les grévistes turinois. Mais surtout l'État italien qui n'a toujours pas digéré les limites du *Risorgimento* (Lefebvre 1977 : 345) n'est pas l'État gaulliste qui succède « aux deux Napoléons et à Louis XIV » (Lefebvre 1977 : 316) et, paradoxalement, c'est sa faiblesse, comparé au centralisme français, qui lui évite la crise politique.

Cohn–Bendit conclu : « Toutes ces forces rassemblées qui cherchaient une issue politique, c'était notre seule chance. Et notre chance s'appelait Mendès. » (Joffrin 1988 : 254).

« Lourde affirmation » de la classe prolétaire dans son rejet des « accords de Grenelle »[6], d'un côté, gesticulation et tactique politique des *leaders* et autres « hommes providentiels » de l'autre côté avec, dans les coulisses du *show* celui qui incarnera treize ans plus tard la « restructuration » de la société française avec les résultats que l'on sait. Pour cette raison, malgré toutes les qualités du travail de recherche d'Astarian sur les grèves et les occupations d'usines, je ne peux partager le paradoxe qu'il voit entre « cette lourde affirmation de la classe « et son manque de dynamisme, entre la force d'une grève et sa soumission à des appareils qui la trahissent même au niveau revendicatif élémentaire. » (Astarian 2003 : 69) Pour que la classe ouvrière soit trahie, encore eût-il fallu qu'il y eût quelque chose à trahir, or, la « passivité » même de la classe indique indubitablement que ce quelque chose n'était qu'un rien, mais un rien plein de *politique* – sans compter que ce thème de la trahison des syndicats suppose que la classe prolétaire puisse être autres chose qu'une classe capitaliste, c'est–à–dire une *catégorie du capital*.

Le retrait ouvrier est la marque de la dimension politique qui constitue ce retrait. Ce n'est qu'à partir du moment où la reprise est programmée par l'État et les syndicats, alors que la manifestation des Champs–Élysées du 30 mai voit défiler les momies du gaullisme, qu'en refusant avec acharnement la reprise du travail contre les charges policières menées avec non moins d'acharnement (Astarian 2003 : 63 et suiv.), que la classe prolétaire quitte son absentéisme et sort de l'exception française pour rejoindre le cour international normal des luttes de la période qui se terminera avec les années quatre–vingt. Mais cette exception ne fait que commencer pour la théorie française de la révolution qui, comme la chouette de Minerve, ne prend son vol qu'à la tombée de la nuit.

Le milieu d'origine de l'exception théorique française

On a vu plus haut[7] comment Montaldi résume magnifiquement en quelques lignes les deux thèses théoriques essentielles internationalement partagées, des années soixante : *recentrage de la classe prolétaire sur la production* pour ce qui est de sa lutte contre l'exploitation aussi bien qu'en ce qui concerne sa capacité révolutionnaire, au contraire de son ancrage politique à travers ses organes et leur programme ; affirmation de son *universalité dans son identité différenciée*, sur la base du *pattern* de l'« ouvrier américain » – en fait de la figure ouvrière américaine de l'immédiat après–guerre (le livre homonyme de P. Romano a été publié à New York en 1947 et traduit dans les trois premiers numéro de *Socialisme ou Barbarie* en 1949).

Il faut toutefois noter que le schème théorique de Montaldi n'a de valeur historique que pour la France et l'Italie et ne vaut pour la Grande–Bretagne et les États–Unis, qui n'ont pas connu les partis communistes et leurs syndicats affidés, que dans l'absolu. Et même en ce qui concerne la France et l'Italie, le PCF et la CGT ne sont pas le PCI et la CGIL, pas plus que le De Gaulle québécois n'est l'atlantiste américanophile Fanfani. Cependant l'essentiel est partagé qui est, comme on l'a vu plus haut[8] avec Tronti, *les faits ouvriers dans leur crudité et leur nudité*, même si Tronti en tire une conclusion radicalement différente lorsqu'il écrit : « Il existe des moments d'affinités électives entre les deux protagonistes de classe de l'histoire moderne, où l'un comme l'autre, et chacun dans son camp, se retrouvent en état de division interne, et doivent résoudre au même moment des problèmes de comportements stratégiques et de restructuration de leurs or-

[6] J'ai abordé à propos du mouvement de mai–juin 2003 la question de la modernité des « évènements » de mai–juin 1968, à travers le déplacement du lieu des négociations qui, pour l'essentiel, se déplace de l'État aux branches d'industrie. Astarian y voir un élément de la défaite et une forme du démantèlement de l'unité du mouvement (Astarian 2003 : 56), j'y vois au contraire le début de ce que j'ai appelé l'« immédiateté sociales des classes. » (Charrier 2005 : 5).

[7] Préface à l'essais de Caffentzis.

[8] Préface à l'essais de Caffentzis.

ganisations. Alors on voit la partie la plus avancée du capital tendre la main à la partie la plus avancée de la classe ouvrière et, à la différence de ce que l'on serait sectairement en droit d'attendre, la classe ouvrière ne repousse pas le baiser, ne refuse pas l'immonde union, mais au contraire l'exploite allégrement pour gagner quelque chose. » (Tronti 1977 : 364) Lutte contre l'exploitation et capacité révolutionnaire d'un côté, collaboration de classe et partage du gâteau de l'autre… tel est le mélange hautement instable auquel est confrontée immédiatement après les « évènements » la théorie française.

Mais il y a une autre donnée théorique qu'il faut prendre en compte dans la mesure où si le paradigme de Montaldi s'inscrit dans la continuité théorique de la gauche communiste germano–hollandaise, les héritiers de celle–ci ne sont pas les seuls actifs dans la France de l'après soixante–huit. La gauche communiste italienne est également présente, incarnée par la revue *Invariance*, dont le premier numéro (*Origine et fonction de la forme parti*), s'il est daté de janvier–mars 1968 a été rédigé dès 1961, alors que J. Camatte était encore membre du PCI de Bordiga et dûment approuvé par ce dernier.

Si ce dernier, comme Otto Rhule, fustige l'embourgeoisement des ouvriers : « bourgeois et ouvriers vivent dans le même milieu, respirent la même atmosphère morale, ils sont, quoi qu'ils en aient, *membres de la même société* » (*Invariance* 1995 : XXXIV. Je souligne) ce n'est pas pour le cantonner dans les usines comme son collègue allemand qui y voit le seul moyen pour que le prolétariat conserve son identité particulière : « la bête c'est l'entreprise, ce n'est pas le patron qu'elle a à sa tête » ; et il fustige « les organisations économiques du prolétariat esclave [qui] sont de pâles substituts du parti révolutionnaire » et « un milieu de culture encore plus favorable que la société civile » (Camatte 1974 : 21) pour ce qui est de l'embourgeoisement ouvrier Bordiga, dès 1925, critique tout à la fois la « bolchévisation » du parti et son organisation en cellules d'entreprise et avant cela la « modification réformiste des syndicats « prônée par Gramsci et les ordinovistes : « on a excessivement surestimé à Turin le problème du contrôle, en le concevant comme une conquête directe que le prolétariat, grâce au nouveau type d'organisation par entreprise, peut arracher à la classe industrielle, en réalisant une étape révolutionnaire avant même la conquête politique du pouvoir, dont le parti est l'organe spécifique » [*Il Soviet* de mars 1920 lors des premières occupations d'usines (Camatte 1974 : 206–207)], au même moment où Gino Olivetti lance à ses confrères son appel selon lequel « l'avenir appartient aux classes organisées. » (Spriano 1978 : 33). Bien sûr, Bordiga et le patron de la *Confindustria* de l'époque ne parlent pas de la même organisation, en revanche Gramsci et les ordinovistes se placent sur le même terrain. Comme on l'a vu plus haut, pour Bordiga, bourgeois et prolétaires appartiennent à la même société, et il le reconnaît quoi qu'il en soit des crachats et des invectives qu'il lance à la face de celle–ci, contrairement à la gauche communiste germano–hollandaise qui cherche des recettes organisationnelles pour maintenir les têtes prolétariennes hors de l'élément bourgeois et contrairement à Gramsci qui voit dans le prolétariat un « *ordine nuovo* », un nouvel « ordre » qui se superpose à la société capitaliste.

Par là, Bordiga anticipe le point de vue trivial de Tronti que l'on a vu plus haut, mais il n'en accepte pas pour autant l'« immonde union » du prolétariat et de la bourgeoisie et il ne croit pas qu'elle fera gagner quelque chose aux ouvriers (la dénonciation de la démocratie sous toutes ses formes a été son *leit motive* permanent et celles des « blocardismes » et de tous les « fronts unis »). Au contraire, il procède à un double mouvement : d'*épochè* politique de la classe qu'il laisse vaquer à ses occupations économiques alimentaires, en refusant toute tentative de réformer les syndicats, d'une part, et d'*hypostase* de la théorie : la science économique marxiste comme programme communiste proposé à l'humanité par l'entremise du prolétariat (Camatte 2002 : 11) : « la seule activité ayant une réalité, c'est celle du programme ; c'est–à–dire sa nécessité ; pour nous le capitalisme n'existe plus, seule la société communiste existe. » (Camatte 2002 : 11)., d'autre part. – Tandis que l'*ingegnere* exerce son métier d'architecte au sein du comité d'urbanisme chargé d'établir le nouveau plan régulateur de Naples mis en place par la municipalité démocrate–chrétienne à partir de 1962 (Ghirelli 1973 : 543).

Qui a dit « rapport schizophrène à la théorie » ? Bordiga n'était tout simplement pas l'un de ces « prolétaires » néo–existentialistes actuels qui croient que l'« on n'est pas dans l'activité de résistance au capital parce que l'on

n’est pas attaqué par le capital »[9] et qui remplacent ainsi les rapports de classes par des « rapports personnels de domination » (Marx).. Un tel néo–existentialisme « révolutionnaire » transpose dans la vie quotidienne de « chacun(e) » le militantisme de parti du mouvement ouvrier. Il intervient chaque fois que l’on traite de la révolution sous le mode singulier et que l’on substitue *le* ou *les* prolétaires à la classe prolétaire.

L’hypostase programmatique de Bordiga, quant à elle, est parfaitement cohérente même si ce n’est plus qu’une tentative désespérée de sauver ce qui n’a plus lieu d’être : la théorie du Prolétariat dont la gauche communiste germano–hollandaise a abdiqué, empêtrée dans « le fameux réseau des conseils [qui] n’était qu’une *copie* négative de la structure sociale bourgeoise et [qui] ne dépassait pas l’économie marchande et d’entreprise. » (Bordiga 1985 : 71). Contre ce « gestionisme » et contre la dégénérescence putschiste de l’« Action de mars 1921 » (qui finança en partie le KAPD) qui le conclu (Authier et Dauvé 2003 : 26–27), Bordiga s’acharne à sauver l’essentiel : *le communisme comme révolution*.

On reproche souvent à Bordiga de n’avoir jamais douté de la révolution Russe (Théorie communiste 1997 : 4) , ou trop tardivement, son acharnement à défendre Lénine et les bolcheviks et ses injustices vis–à–vis du KAPD. C’est là ne pas tenir compte de la cohérence interne de son propos, alors que « le raidissement de Bordiga est (…) profondément déterminé par le fait que c’est seulement à l’aide de la révolution russe qu’il est possible de démontrer la véracité de la théorie du prolétariat. Et il est clair que beaucoup de critiques qui, dans un premier temps remirent en cause l’œuvre des bolcheviks, allèrent ensuite jusqu’à douter du rôle du prolétariat, de sa mission historiques. » (Camatte dans Bordiga 1978 : 27). Mais il y a surtout cette étrange énormité que sont les preuves à charge de l’« avocat du diable » (rédigées par Bordiga lui–même – comme un exorcisme ?) au procès intenté au prolétariat sur sa capacité « mobilisatrice » et sa capacité d’« initiative » révolutionnaire autonome (Bordiga 1978 : 231–235), autrement dit sa capacité à être une « personne historique dans la mesure où, de l’Angleterre à L’Italie, en passant par la France de 1848 et de 1871, et l’Allemagne de 18148–1849, il n’a jamais été autre chose qu’un supplétif à la classe bourgeoise dans sa lutte contre l’Ancien Régime, qui s’est retournée contre lui à partir du moment où les choses risquaient de dépasser le cadre étroit de la révolution bourgeoise. Avec deux gigantesques exceptions, opposées cependant termes à termes dans leurs déterminants : la Russie de 1917 dans laquelle pour cause d’absentéisme de la bourgeoisie c’est le prolétariat qui dut « enfourcher le plus puissant destrier révolutionnaire antimédiéval que jamais siècle d’histoire n’avait encore entraîné » (Bordiga 1978 : 234) – rappelons que pour Bordiga, la seule différence qui existe entre le capital soviétique et le capital américain est que le premier a été instauré par une révolution prolétarienne (Bordiga 1985 : 12)[10] et que pour le reste ils se retrouvent dans un identique « kolkhozianisme social »[11] – et l’Amérique : « capitalisme à 100%, révolution et parti révolutionnaire zéro » (Bordiga 1978 : 234), donc, si l’on suit le canon bordiguien : pas de prolétariat pour cause d’absence de « révolution bourgeoise antiféodale qui échauffât le sang aux travailleurs » *(ibid.)* [12]

---

[9] Message anonyme mis en ligne sur le forum du site de *Meeting* le 4 juillet 2005 en réaction à ma réponse au texte de A. Simpson : *Questions préliminaires*.

[10] À partir de cette thèse selon laquelle le mode de production capitaliste peut tout aussi bien exister sans classe capitaliste (pour Bordiga la bureaucratie n’est pas une classe), Camatte critique celui–ci au motif qu’« il n’a pas déduit que s’il en était ainsi le mode de production capitaliste pouvait lui–même dépasser les classes, les absorber en mettant tous les hommes en esclavage » (Bordiga 1985 : 13). Il n’a pas forcément tort, sauf qu’à partir de ce moment on ne peut plus parler de capitalisme.

[11] En prenant l’adjectif « kolkhozien » « non seulement dans son sens propre de production agraire parcellarisée, mais en l’élargissant à toute structure qui, axée sur l’individu, se fonde sur la famille, la maison, l’appareillage domestique » dont « les formes instables et invertébrées se succèdent à l’arrière–plan de la lutte entre capital et prolétariat. » (Bordiga 1985 : 323–324).

[12] Ce développement un peu disproportionné sur la gauche communiste italienne s’explique par le fait que la théorie française est aujourd’hui encore dominée par l’héritage de la gauche germano–hollandaise au détriment de la gauche italienne. Ceci, à cause d’un rejet phobique de l’organisation et du « léninisme » (un terme que Bordiga proscrivait), comme cela peut se voir encore dans *Échanges* au nom des « prolétaires eux–mêmes » (*Échanges* n. 113, été 2005 : 62–63) et du fait de sa défense inconditionnelle de la révolution bolchevique (*Théorie communiste* 1997 : 41–44, qui consacre treize pages à l’ultra–gauche germano–hollandaise contre trois à sa consœur italienne). Dans la foulée, l’apport décisif d’*Invariance* dans l’établissement de la théorie du

Voici donc, dans leur éclectisme, les principaux traits de l'élément théorique dont hérite la théorie française : un recentrage du prolétariat sur son *existence* de producteur dans laquelle il doit trouver aussi bien la force de lutter contre l'exploitation que sa capacité révolutionnaire ; sa définition comme classe universelle dans son identité diversifiée, sur le modèle de l'« ouvrier américain » de 1947, c'est–à–dire, donc, dès lors que l'établissement du capital comme société à la sortie de la seconde guerre mondiale a définitivement transformé la masse des libres travailleurs sans réserves en classe capitaliste (classe prolétaire). Mais encore, d'autre part, la reconnaissance que cette classe peut tout aussi bien se compromettre avec la classe adverse, qu'elle baigne dans le milieu et l'atmosphère capitaliste qui se fait entendre « sur chaque disque et sur chaque onde radiophonique », comme le dit O. Rühle (Invariance 1995 : XVIII) ; la conscience qu'elle est séparée du programme communiste par son immersion dans la production et donc dans l'entreprise, y compris « dans l'échafaudage de "conseils d'usine" empêtrés dans la gestion d'entreprise » (Bordiga 1978 : 377) – n'oublions pas que pour Bordiga le « marxisme » est une théorie de la contre–révolution, non parce qu'il en parle, mais parce qu'elle est son élément d'élection. Et pour terminer, ce doute « diabolique » sur la capacité d'initiative révolutionnaire autonome du prolétariat avec en sous–main la question des classes et de leur nécessité pour le capital.

Naturellement, dans l'éclectisme de cet élément théorique, c'est de là que part la théorie française à partir de l'exception sociale des « évènements » de mai–juin 1968 dans leur surdétermination politique : « La classe ouvrière est–elle ou non porteuse d'une volonté et d'une capacité de transformation révolutionnaire ? Est–elle capable de réaliser à l'échelle mondiale la véritable communauté humaine, l'humanité sociale ? » (Guillaume 1969 : 119).

Prolétariat est également négligé comme en témoigne le mauvais traitement qui lui est appliqué dans le livre des éditions Senonevero *Rupture dans la théorie de la révolution* consacré à la période 1969–1975, qui ne reprend que des textes qui témoignent de l'abandon par Camatte de la théorie du Prolétariat.

BIBLIOGRAPHIE

Anonyme, *Les trois âges de l'opéraïsme*. La Petite Bibliothèque de *la Matérielle*, Marseille 2005.

Bruno Astarian, *Les grèves en France en mai–juin 1968*. Échanges et Mouvement 2003. Cet opuscule à été une révélation.

Denis Authier et Gilles Dauvé, *Ni parlement ni syndicats : les conseils ouvriers ! Les communistes de gauche dans la révolution allemande (1918–1922)*. Éd. Les nuits rouges, Paris 2003.

Amadeo Bordiga, *Russie et révolution dans la théorie marxiste*. Éd. Spartacus, Paris 1978.

Amadeo Bordiga, *Développement des rapports de production après la révolution bolchevique*. Éd. Spartacus, Paris 1985.

Jacques Camatte, *Bordiga et la passion du communisme*. Textes de 1958–1961 et repères biographiques. Éd. Spartacus, Paris 1974.

Jacques Camatte, *Forme et Histoire*. Éd. Milan 2002.

Christian Charrier, *Les grèves de mai–juin 2003 en France*. La Petite Bibliothèque de *la Matérielle*, Marseille 2005.

M. Crozier, *La société bloquée*, éd. du Seuil, Paris 1970.

Diego Giachetti et Marco Scavino, *La FIAT aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin*. Éd. Les nuits rouges, Paris 2005. Traduit et édité à l'initiative du groupe franco–belge *Le Mouvement communiste*.

Antonio Ghirelli, *Storia di Napoli (Histoire de Naples)*. Éd. Einaudi, Turin 1973.

Pierre Guillaume, *Idéologie et lutte de classe* (1969). Repris dans *Rupture dans la théorie de la révolution. Textes 1969–1975*. Éd. Senonevero, Paris 2003.

Internationale situationniste, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, éd. Gallimard, Paris 1998 [1968].

Invariance, n. 9 série IV. Février 1995. Cite Bordiga : *La science sociale et l'éducation*.

Laurent Joffrin, *Mai 68. Histoire des évènements*. Éd. du Seuil, Paris 1988.

Alain Joxe, *L'Empire du chaos*. Éd. La Découverte, Paris 2002.

Henri Lefebvre, *De l'État*, tome 3 : *Le mode de production étatique*. Éd. 10/18, Paris 1977.

M. Manceaux et J. Donzelot, *Cours camarade, le PCF est derrière toi*, éd. Gallimard (collection « La France sauvage » dirigée par J. P. Sartre), Paris 1974.

Le Mouvement Communiste, n.2 (Mai 1972). Repris dans *Rupture dans la théorie de la révolution. Textes 1969–1975*. Éd. Senonevero, Paris 2003.

Paolo Spriano, *L'occupation des usines. Turin–septembre 1920* ; Éd. La pensée sauvage, Paris 1978 (1968).

Théorie Communiste, n. 14, décembre 1997.

Mario Tronti, *Ouvriers et capital*. Éd. Christian Bourgeois, Paris 1977. Je cite d'après l'article de Jean–Marx Piotte : *Le cheminement politique de Negri*, publié dans *Les trois âges de l'opéraïsme* (la Petite Bibliothèque de *la Matérielle*).

Sylvain Zegel, *Les idées de Mai*. Éd. Gallimard, Paris 1968.

À paraître dans
la Petite Bibliothèque de *la Matérielle* :

Henri Simon
De l'autonomie de la lutte de classe

Georges Caffentzis
Incommensurable valeur ?

(Traduction de l'Anglais)

